



ÉCONOMIE | PAYS DE BREST

PREMIER SEMESTRE 2021 : UNE SITUATION EN TROMPE-L'ŒIL ?

#134 | Octobre 2021

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 1^{er} semestre 2021

(Évolution par rapport au 1^{er} semestre 2020)



30 %
des chef-fe-s d'entreprise déclarent
une augmentation de leur chiffre d'affaires
(+22 points en un an)
(source : CCIMBO Brest, ADEUPa)



+35 %
de hausse des déclarations préalables
à l'embauche (+29 % en Bretagne)
soit 19 015 DPAE et +4 900 contrats
par rapport à l'année précédente
(source : Urssaf - contrat d'un mois minimum)



+3457
emplois salariés privés
(+3,7 % en un an ; +3,9 % en Bretagne)
(source : Urssaf)



En forte hausse :

- Hôtellerie, restauration
- Autres services



En forte baisse :

- Services administratifs et soutien



6,8 %
de taux de chômage dans la zone
d'emploi de Brest au 2^e trimestre 2021,
soit le même taux qu'au 1^{er} trimestre 2020
(6,5 % en Bretagne)
(source : Insee)



-20,8 %
de baisse du nombre
de demandeur-euse-s d'emploi dans
la catégorie A (-22,3 % en Bretagne)
-17,5 % pour les demandeur-euse-s d'emploi
de longue durée (> à 1 an)
(Source : Dares - Pôle emploi, STMT) (données brutes -
moyenne trimestrielle). Traitement Direccte Bretagne



66 229 m²
autorisés en immobilier d'entreprise
-0,7 % en un an
(source : Dreal - Sit@del)



1 560
logements autorisés
+80 % en un an
(source : Dreal - Sit@del)

En résumé

Dans un contexte de reprise nationale, une multitude d'indicateurs économiques s'avèrent bien orientés vis-à-vis d'une situation qui a été qualifiée de crise économique majeure et des incertitudes qu'elle peut engendrer. Cette amélioration profite à l'économie du pays de Brest, où la plupart des indicateurs sont encourageants. Cependant, en l'état actuel, l'économie demeure maintenue sous perfusion et quelques signaux peuvent laisser envisager une détérioration de la situation dans les mois à venir : difficultés d'approvisionnement, hausse du prix des matières premières, tensions sur les recrutements, augmentation de l'inflation, hausse des taux d'intérêt, etc. Si le contexte économique devenait moins porteur, la capacité de remboursement des entreprises pour les prêts garantis par l'État pourrait s'avérer délicate et avoir des effets négatifs sur la croissance.

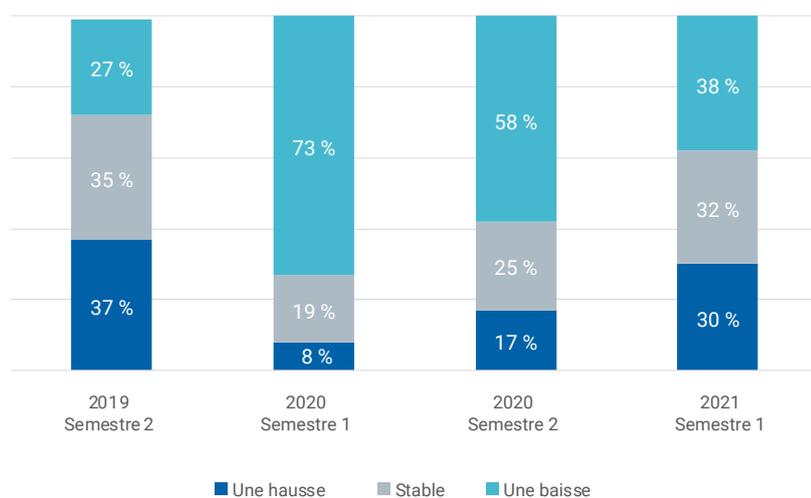
Activité économique

Hausse du chiffre d'affaires constatée par les chef-fe-s d'entreprise

Après une chute du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2020 liée à la crise sanitaire, cet indicateur repart à la hausse : 30 % des répondants ont déclaré une augmentation de leur chiffre d'affaires début 2021, soit 22 points de plus en un an. Les perspectives pour le 2^e semestre sont également plus favorables que celles annoncées fin

2020. Les entreprises industrielles se portent globalement bien avec 46 % de professionnel-le-s ayant déclaré une hausse d'activité. Dans les autres secteurs davantage touchés par la crise sanitaire et les fermetures administratives comme l'hôtellerie et la restauration, la situation s'améliore légèrement.

Évolution du chiffre d'affaires selon les chef-fe-s d'entreprises du bassin de Brest



Source : enquête de conjoncture CCIMBO-ADEUPa

Une masse salariale en progression, malgré des secteurs en difficulté

Signe d'une reprise économique, la masse salariale versée dans le pays de Brest au cours du premier semestre 2021 a augmenté de 10 % en un an¹. Cette progression est proche la moyenne régionale sur la période (+11 %). Ce dynamisme vis-à-vis d'une situation exceptionnelle en 2020 permet par ailleurs de dépasser le niveau de salaire versé avant-crise de 4 % par rapport au 1^{er} semestre de l'année 2019 (+3 % en Bretagne).

Cette forte augmentation s'explique par la comparaison entre, d'une part, une période de reprise économique soutenue depuis le début de l'année 2021 et, d'autre part, une phase de moindre activité en raison des multiples épisodes de confinement vécus sur l'ensemble du territoire national en 2020.

Plus précisément, certains secteurs connaissent une hausse particulièrement importante de la masse salariale versée. C'est le cas notamment du secteur du bâtiment et travaux publics, pour lequel l'augmentation est de 23 % par rapport à la même période de l'année 2020, ou du secteur de commerce de détail et automobile en hausse de 15 %, ainsi que du secteur de l'administration, de la santé et du social et des activités spécialisées scientifiques et techniques (+13 et +12 %). Le secteur de l'hôtellerie-restauration est à l'inverse marqué par une chute de la masse salariale versée de 8 % par rapport au premier semestre de l'année 2020, et de 36 % par rapport à 2019, loin de son niveau d'avant-crise, bien que cet indicateur reparte à la hausse à la fin du semestre..

¹ Urssaf

² Le premier trimestre 2021 correspondait en France à une période d'allègement des mesures sanitaires entre les deux confinements nationaux d'octobre à décembre 2020 et d'avril à mai 2021

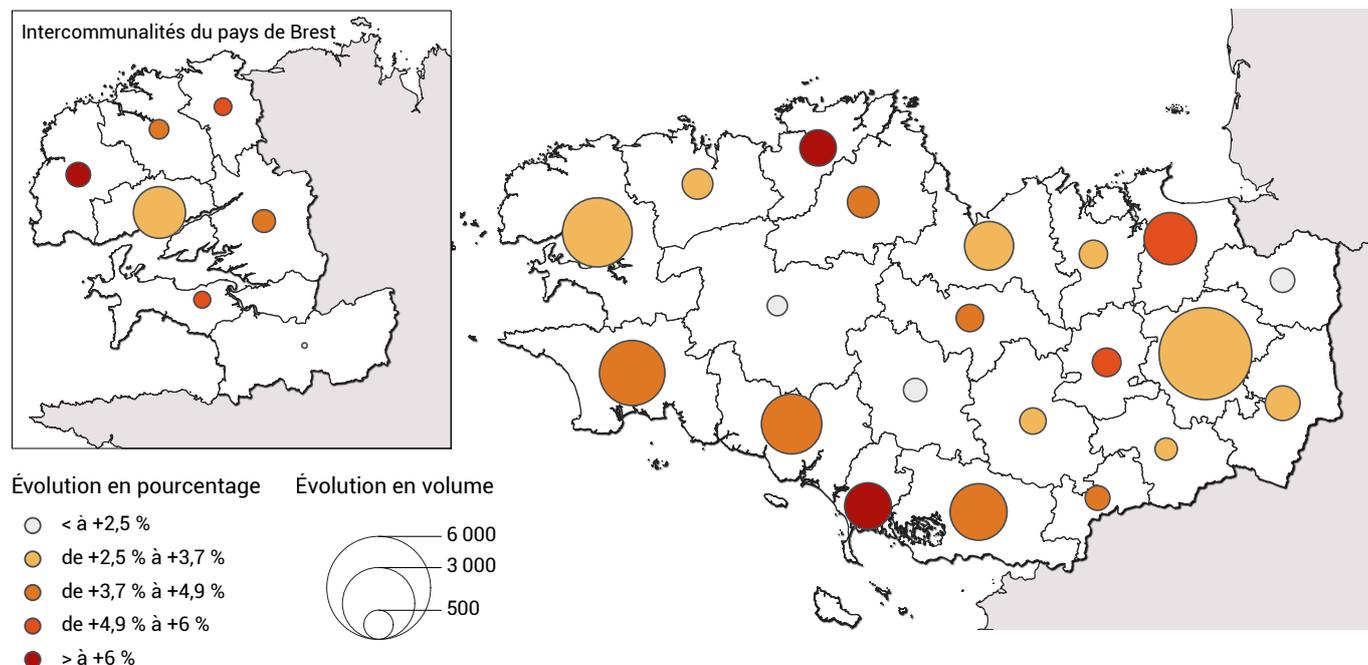
Une nette augmentation de l'emploi salarié privé au premier semestre

Comme lors du second semestre 2020, les différents dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, ont permis le maintien de l'emploi salarié privé. Mieux encore, la reprise économique favorise l'augmentation des effectifs entre les premiers semestres de l'année 2020 et 2021 d'environ 3,7 %, soit 3 457 salarié·e·s supplémentaires; une hausse similaire à la moyenne bretonne (+3,9 %). Plus précisément, elle permet de dépasser le niveau du premier semestre 2019 de 4 %, alors même que cette année se situait pourtant à un niveau déjà élevé.

Toutefois, tous les secteurs ne sont pas touchés de manière homogène. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration est celui qui connaît la hausse la plus importante entre le 1^{er} semestre 2020 et 2021 (+10 %). Les activités des autres services, de l'administration, de la santé et du social, ainsi que du BTP, augmentent respectivement de +6 % et +5 %. À l'inverse, le nombre d'emplois salariés privés est en baisse de 1 % dans les activités de services administratifs et de soutien et en stagnation pour celles de l'industrie agroalimentaire.

Au sein du pays de Brest, les évolutions sont nuancées. L'emploi salarié privé est particulièrement dynamique dans la communauté de communes du Pays d'Iroise avec une croissance annuelle de +8,3 %. Les communautés de communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime et Lesneven Côte des Légendes connaissent également une hausse de l'emploi salarié privé supérieure à la moyenne du pays de Brest avec respectivement +5,3 et +5,1 %. Seule la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay ne s'inscrit pas dans cette dynamique, avec une stabilité sur la période.

Variation de l'emploi salarié privé par pays bretons entre les 2^{ds} trimestres 2020 et 2021



ADEUPa
BREST • BRETAGNE

Source : Urssaf et traitement ADEUPa
Réalisation : ADEUPa Réf. : 411_JF_obs_eco

Hausse du trafic portuaire et de l'activité de réparation navale

Profitant des levées des mesures sanitaires à l'international, l'activité du port de commerce s'est accrue de 7 % au 1^{er} semestre 2021, pour atteindre un tonnage de marchandises en transit de 1,31 Mt¹. Plusieurs postes de marchandises commerciales connaissent ainsi une hausse des trafics; c'est le cas des vracs solides non-agroalimentaires avec une hausse de 36 %, qui s'explique par la progression des trafics de sable (+58 %) et de ferrailles (+30 %). Les hydrocarbures, fortement touchés par la chute de la

demande lors du premier confinement de 2020, connaissent une hausse des volumes de 14 %. Dans le même temps, les échanges de matières premières agroalimentaires ont reculé de 10 %, du fait d'une baisse des entrées de soja. Le trafic de conteneurs est également en diminution (-27 %).

Après une forte baisse en 2020, l'activité de réparation navale est en progression avec 11 navires accueillis en cale sèche et 10 à quai au 1^{er} semestre 2021, soit un total de 21 navires contre 12 l'année précédente.

Plus de 3 000 heures de grues ont été comptabilisées; un volume en hausse de 14 % par rapport à 2020.

- Trafic portuaire : **1,31 Mt** sur le 1^{er} semestre (+7 %)
- **21** navires traités au 1^{er} semestre (contre **12** en 2020)
- **3 073** heures de grues au 1^{er} semestre, soit +14 % par rapport à 2020

¹ Source : CCIMBO Brest

Aéroport Brest-Bretagne : poursuite de la baisse du trafic aéroportuaire

L'aéroport Brest-Bretagne, après avoir connu une chute du trafic de passager·ère·s au 1^{er} semestre 2020, voit la baisse se poursuivre en 2021, mais plus modérément (-7,2 %). Les vols réguliers vers Paris ont reculé de 34 %, plus précisément ceux vers Paris-Orly ont davantage chuté (-59,6 %). Ce recul s'explique par l'inadéquation entre l'offre proposée et les attentes des passagers à destination de Paris (en termes d'horaire, de fréquence et de taille d'avion). Cette situation s'avère contrastée par la croissance des mouvements commerciaux (+26,5 %). En

revanche, le trafic des autres lignes régulières nationales se redresse (+43,3 %), avec une belle progression vers Marseille (+75 %). Les vols internationaux ont le plus souffert de la crise sanitaire, représentant un trafic cumulé d'un peu plus de 2 000 passagers, contre plus de 16 000 en 2020.

- **Mouvements commerciaux : +26,5 %** sur le 1^{er} semestre
- **204 221** passagers sur le 1^{er} semestre (-7,2 %)
- **1^{er}** aéroport de Bretagne

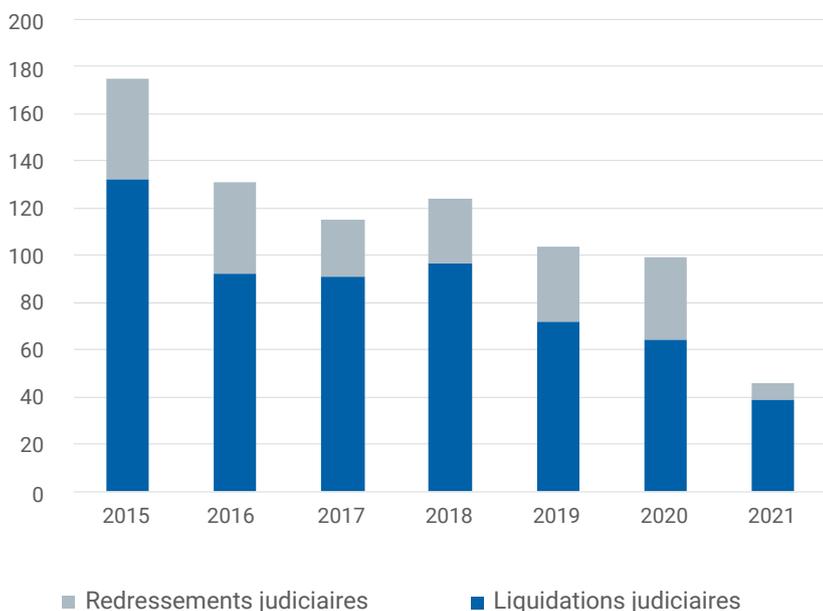
Des défaillances d'entreprises en baisse, jusqu'à quand ?

Grâce aux différents dispositifs d'aides aux entreprises, l'année 2020 avait vu les procédures de redressements et liquidations judiciaires recensées par le tribunal de commerce de Brest diminuer (-22 % par rapport à 2019). Cette tendance se confirme au cours du premier semestre de l'année 2021. Les défaillances d'entreprises reculent de 54 % par rapport au 1^{er} semestre 2020, avec 46 procédures prononcées, contre 99

un an auparavant. Cette nette diminution est liée à l'obtention d'aides auprès des pouvoirs publics.

Pour autant, la fin annoncée des aides et dispositifs de soutien risque de voir le nombre de défaillances augmenter fortement dans les prochains mois, notamment par l'impossibilité pour certaines entreprises de rembourser les prêts dont elles étaient bénéficiaires.

1^{er} semestre - Redressements et liquidations judiciaires prononcés au greffe du tribunal de commerce de Brest



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest

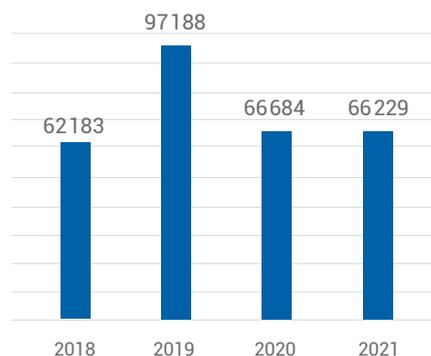
Immobilier d'entreprise : stabilité du niveau d'autorisations

Au premier semestre 2021, 66 223m² de locaux d'activité ont été autorisés en pays de Brest. Après le meilleur niveau relevé depuis 2014 au premier semestre 2019, le territoire enregistre une valeur en retrait pour la seconde année consécutive (-0,7 %). Sur un an, les baisses les plus marquées concernent les projets en hébergement hôtelier (-75 %) ou en bureaux (-61 %). À l'inverse, ceux portant sur des locaux commerciaux ou bâtiments industriels s'illustrent par une nette progression (respectivement +63 % et +412 %). Les raisons de ces dynamiques sont à chercher du côté des aides comme celles du programme France Relance. Il permet aux entreprises d'obtenir des fonds pour limiter l'impact de la pandémie et favoriser les investissements et la modernisation de leurs équipements, notamment à travers un objectif de « verdissement » de leur activité. Ainsi, Thales DMS, Protecno, la Brasserie du bout du monde ou encore Kohler-SDMO ont localement bénéficié de ces mesures.

Principaux permis déposés au cours du premier semestre 2021 :

- **ZA de Sant Alar-Saint Éloi (Ploudaniel), projet de 4 157 m² de surface par la SCI Mojito (industrie)**
- **Rue de la gare (Gouesnou), projet de 3 483 m² de surface par la commune de Gouesnou (service public : école)**
- **ZA Saint-Éloi Nord (Plouédern), projet de 2 907 m² par la société coopérative agricole Evel'Up (bureaux, entrepôt)**
- **Boulevard de Coataudon (Guipavas), projet de 2 483 m² par Lidl (commerce)**
- **ZA Penhoat (Saint-Divy), projet de 2 382 m² par la SCI Pen Armor (industrie)**
- **Trégorff (Saint-Renan), projet de 2 034 m² par la SCI Le Lac (artisanat)**

Surface totale de locaux d'activité autorisée (en m²) au 1^{er} semestre dans le pays de Brest



Source : Sit@del - traitement ADEUPa

Marché de l'emploi

Baisse de la demande d'emploi : les hommes et les jeunes davantage concernés

Dans le pays de Brest, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A¹ a chuté de 20,8 % entre les 2^{es} trimestres 2020 et 2021, ce qui représente 3 477 personnes de moins. Cette forte baisse est supérieure à la moyenne départementale (-20,2 %) et nationale (-16,1 %), mais inférieure à la moyenne bretonne (-22,3 %). Tous les profils de demandeur-se-s d'emplois ne connaissent pas la même baisse. Les hommes et les jeunes de moins de 25 ans sont davantage concernés (avec respectivement -22 % et -25,9 % pour la catégorie A). S'agissant de la demande toutes catégories confondues (A, B et C), la baisse s'établit à -4,5 % dans le pays de Brest, soit une baisse plus importante qu'à l'échelle départementale (-3,8 %) et bretonne (-4,1 %).

Un taux de chômage qui reste stable

Au second trimestre 2021, le taux de chômage² atteint 6,8 % dans la zone

d'emploi de Brest, soit un taux identique à celui du second trimestre de l'année 2020 mais en recul de 0,1 point par rapport à celui du trimestre précédent. Ce taux de chômage est légèrement supérieur à la moyenne régionale (6,5 %) mais égal à la moyenne départementale (6,8 %), et largement inférieur à la moyenne française métropolitaine (8 %).

Ce taux de chômage relativement faible résulte notamment d'une situation en trompe-l'œil : lors des périodes de confinements successifs un bon nombre d'individus ont basculé vers l'inactivité, faute de pouvoir justifier d'une recherche active d'emploi. Il s'agit donc d'être prudent au regard de cet indicateur, et d'attendre les éléments complémentaires, notamment ceux du deuxième trimestre 2021 et, plus globalement, du premier semestre de l'année.

¹ Catégorie A : Demandeur-euse-s d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ce sont les personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un contrat quel qu'il soit. Catégorie B : Demandeur-euse-s d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois). Catégorie C : Demandeur-euse-s d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).

² Pour calculer le taux de chômage, l'Insee utilise la définition du chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT). Le chômeur est défini comme une personne âgée d'au moins 15 ans. Il ou elle doit : être sans emploi (aucune activité exercée au cours de la semaine de référence) ; être en recherche active d'emploi (en se déclarant chômeur ou en s'inscrivant à une agence d'interim par exemple) ; être disponible dans un délai de deux semaines pour occuper un emploi.

CHIFFRES-CLÉS DANS LE PAYS DE BREST AU SECOND TRIMESTRE 2021:



16 716

demandeur-se-s d'emploi de catégorie A (-20,8 % en un an ; -22,3 % en Bretagne)

31 679

demandeur-se-s d'emploi de catégories ABC (-4,5 % en un an ; -4,1 % en Bretagne)



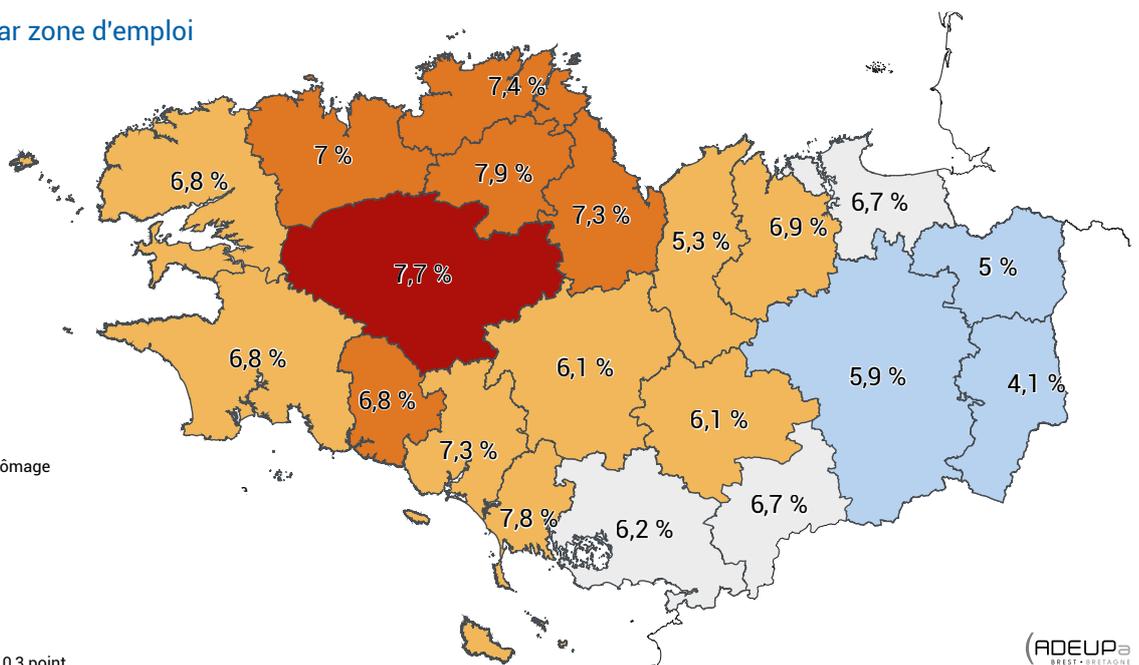
Les profils les plus concernés par la baisse de la demande d'emploi en catégorie A :

LES HOMMES (-22 %)

LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS (-25,9 %)

Les profils les moins concernés **LES DEMANDEUR-SE-S D'EMPLOIS DE LONGUE DURÉE (-17,5 %)**
LES SENIORS DE 50 ANS ET PLUS (-13,4 %)

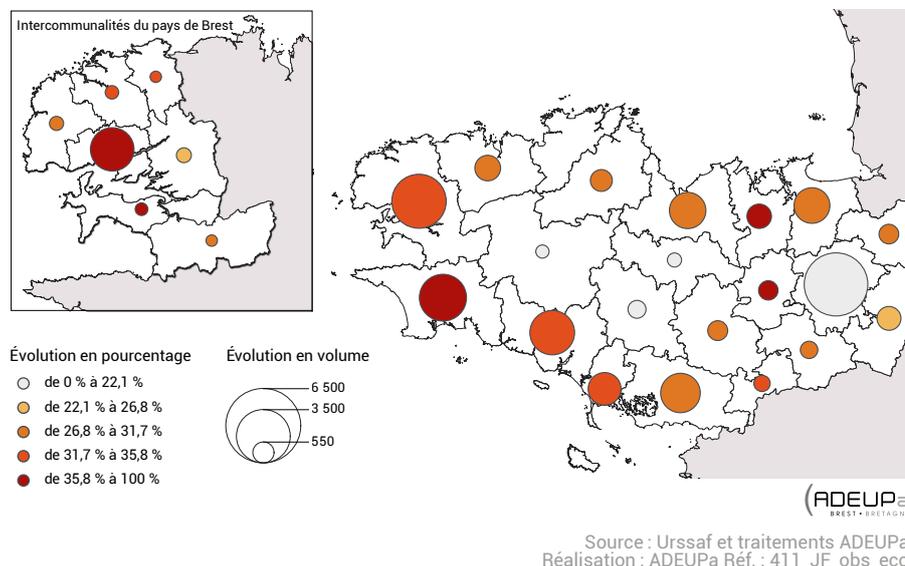
Taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2021



Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés
Réalisation : ADEUPa Réf. : 411_JF_obs_eco



Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 1^{ers} semestres 2020 et 2021



Un volume d'embauches qui diffère selon les secteurs

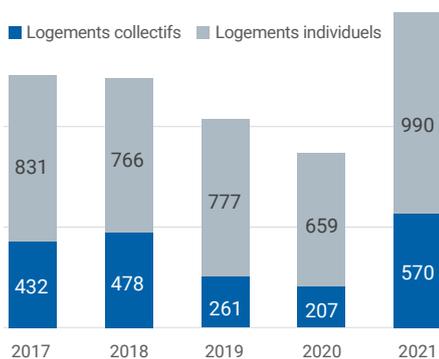
Au cours du premier semestre 2021, le nombre de déclarations préalables à l'embauche d'une durée supérieure à un mois a augmenté de 35 % en pays de Brest entre les premiers semestres 2020 et 2021. Cette augmentation représente un volume de 4 900 contrats supplémentaires. Le nombre de CDI et de CDD supérieur à un mois augmente fortement avec respectivement +35 % et +34 % en un an. Les secteurs de l'industrie, du BTP et du commerce sont particulièrement dynamiques, avec des augmentations respectives de contrats de 45 %, 39 % et 39 %. Dans le même temps, le nombre d'embauches au sein des secteurs des autres services augmente de 31 %, tout comme celui de l'hôtellerie, des cafés et des restaurants (HCR). Plus précisément, la majorité des contrats passés par les employeurs de l'HCR sont des CDD, signe des incertitudes qui pèsent encore sur ce secteur au cours du premier semestre de l'année.

Les ménages

Permis de construire, forte hausse en pays de Brest

1 560 logements ont été autorisés¹ au 1^{er} semestre 2021 dans le pays de Brest, contre 866 un an auparavant, soit une augmentation de 80 %. Ce volume est le plus important observé depuis le 1^{er} semestre

Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest au 1^{er} semestre



Source : Dreal, Sit@del - traitement ADEUPa

2007, pour lequel 1 648 logements avaient été autorisés. Cette hausse est le résultat de plusieurs facteurs concomitants. L'investissement des ménages dans l'immobilier, pressenti lors des différentes périodes de déconfinement, semble se refléter dans les autorisations de permis de construire du premier semestre de l'année, traduisant notamment une évolution des souhaits des ménages suite à la crise sanitaire, désireux d'avoir des logements plus spacieux pour concilier vie familiale et professionnelle, pouvoir télétravailler, etc. Des explications plus structurelles sont à chercher du côté des besoins en logements supplémentaires, générés par une croissance démographique et une augmentation du nombre de ménages, et donc des besoins en logement. Le prolongement du « Pinel breton » a sans doute permis de maintenir une dynamique de construction dans une zone considérée comme en tension. Enfin, il est possible que les rattrapages soient liés à des démarches administratives, bloquées ou ralenties lors des périodes de confinement du début et de la fin de l'année 2020.

Hausse du niveau d'épargne des ménages

Comparativement au premier semestre de l'année 2020, le niveau de trésorerie des ménages poursuit sa hausse sans pour autant atteindre son niveau d'avant crise. Dans un contexte de confinement entre le 3 avril et le 3 mai 2021, les effets sur la consommation des ménages se font sentir, notamment sur les activités de loisirs et achats considérés comme « non-essentiels ». Les ménages ont sensiblement augmenté leur niveau d'épargne (+17 points) en raison, notamment, d'une moindre consommation et vraisemblablement d'une inquiétude pour l'avenir. L'investissement dans l'habitat poursuit sa hausse.

¹ Les logements autorisés correspondent à la fois aux logements collectifs et individuels.

LES OBSERVATOIRES ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Benjamin Grebot | Réalisation : François Le Pellec, Lucie Bianic, François Rivoal, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

Cartographie et traitements statistiques : Julien Florant, Arnaud Jaouen | Mise en page : d'une idée d'autre

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : 4^e trimestre 2021 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 21-175 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE

